Le crédit d'investissement de la station d'épuration sera décidé par les habitants de la région

Une votation à 110 millions de francs

« MARGAUX KRIEG

Epuration » Neuf communes se sont réunies pour régionaliser leur épuration en développant un projet de STEP sur le site d'Agrico, à Saint-Aubin. Estimé à 110 millions de francs, le crédit d'investissement dépasse le plafond de 40 millions fixé par les statuts de l'association intercommunale EBBV (Epuration Basse-Broye - Vully), porteuse du projet, et implique l'organisation d'un référendum obligatoire. Les citoyens des communes concernées (Avenches, Belmont-Broye, Vully-les-Lacs, Delley-Portalban, Gletterens, Grolley-Ponthaux, Cudrefin, Saint-Aubin, Faoug) seront appelés à se prononcer sur l'octroi de ce crédit dans les urnes le 27 septembre. Pour Michel Verdon, président du comité de direction de l'EBBV, l'enjeu est désormais de convaincre les habitants encore dubitatifs. Interview.



«Les citoyens comprendront l'importance de moderniser nos installations»

Michel Verdon

La votation a lieu dans moins de trois semaines. A vos yeux, s'agit-il d'une simple formalité?
Michel Verdon: Je suis relativement confiant car nous avons beaucoup travaillé sur ce projet, qui bénéficie du soutien des exécutifs des neuf communes concernées ainsi que de celui de l'assemblée législative de notre association. Néanmoins, je ne parlerais pas de formalité, nous sommes conscients que les 110 millions annoncés peuvent faire peur. Une somme de cette ampleur, c'est du jamais-vu pour les associations intercommunales de la région. L'enjeu aujourd'hui est de continuer à informer la population et d'apaiser les craintes qui pourraient subsister chez certains.

Lors de sa mise à l'enquête, en août 2024, le projet de STEP a suscité 245 oppositions, cela vous inquiète-t-il pour le vote à venir?
Sur le moment, ce nombre nous a fait peur, oui. Mais nous avons rapidement relativisé en constatant qu'une grande partie relevait de ce que je qualifierais d'oppositions dogmatiques. Elles avaient été formulées selon un même modèle et visaient davantage le projet dans son ensemble sur le site d'Agrico que la STEP elle-même.

Estimez-vous que le fait de vous implanter sur le même site dessert l'image de la STEP auprès de la population?
Oui, je suis obligé de l'admettre. Si nous avions choisi de construire la STEP au milieu des champs, sur le territoire d'une autre commune, nous aurions certainement eu moins de difficultés à convaincre la population de la nécessité d'un tel projet. Mais nous restons confiants. Nous pensons que les citoyens comprendront l'importance de moderniser nos installations d'épuration, y compris sur le plan écologique, puisqu'il s'agit aussi d'améliorer le traitement des eaux qui seront ensuite rejetées dans la Broye.

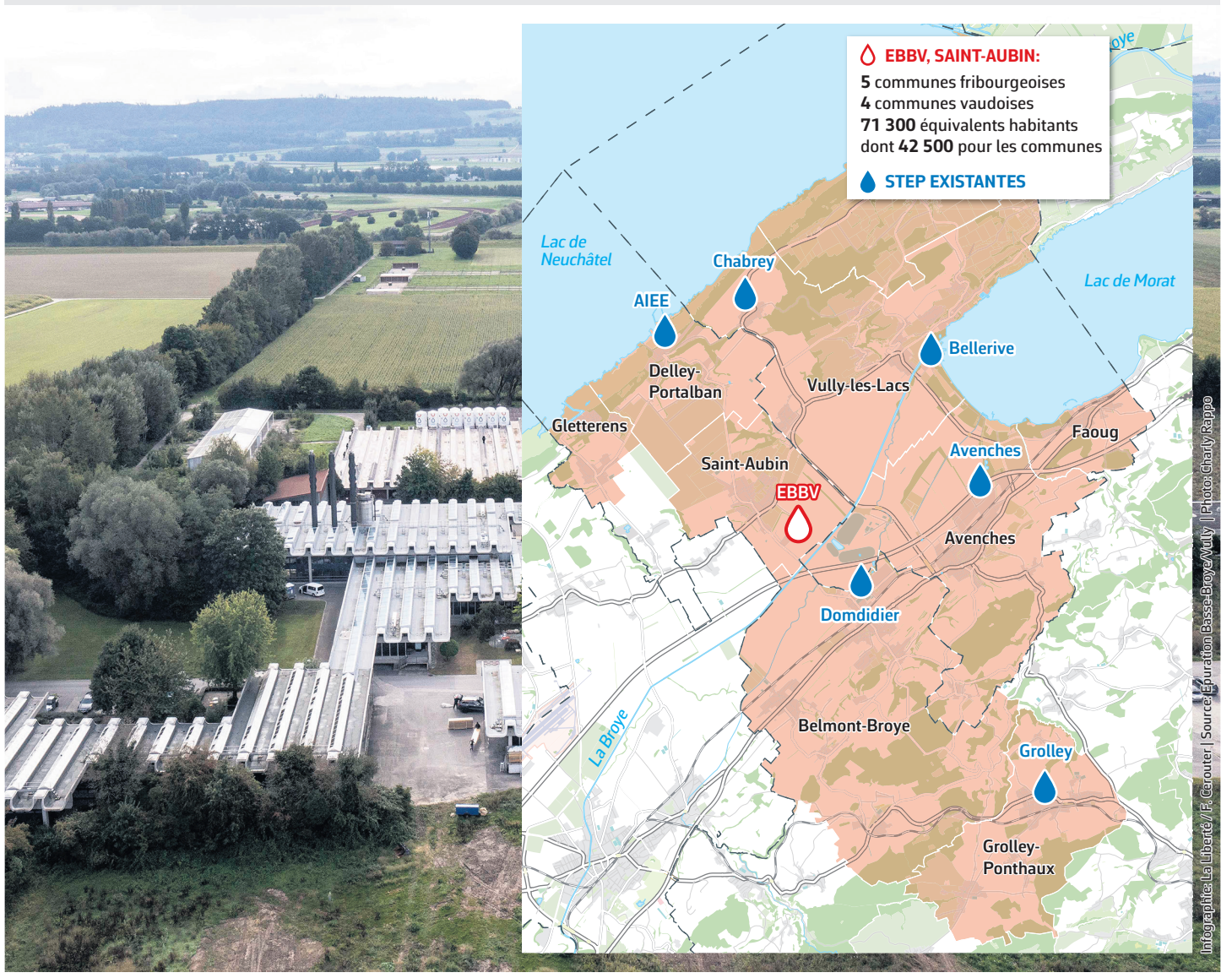
Est-ce que, comme le prétendent certains opposants, la future STEP a surtout été pensée pour répondre aux besoins des industries prévues sur le site d'Agrico?
C'est effectivement une crainte qui nous a été relayée, mais avant même de savoir que nous nous implanterions sur ce site, nos projections estimaient déjà les besoins de la STEP à 42 500 équivalents-habitants pour la région. Les activités prévues sur le site d'Agrico en ajoutent 28 800. Les besoins existaient donc indépendamment de leur arrivée.

En parcourant la brochure d'information réalisée pour la votation, on constate que, sur huit pages, le nom d'Agrico n'est mentionné qu'une seule fois. Etait-ce à dessein, afin de dissocier la STEP des industries prévues sur le site?
Pour être honnête, je ne l'avais pas remarqué. Cette brochure a été réalisée au sein du comité de direction et nous l'avons validée, mais je ne saurais vous dire si ce choix était intentionnel. Quoi qu'il en soit, je pense que c'est très bien ainsi. Il est important que nous puissions nous détacher de cette image et que les gens n'associent pas la STEP à l'abattoir, par exemple. L'objectif est qu'ils puissent se prononcer sur notre projet pour ce qu'il est, sans être influencés par les autres activités prévues sur le site.

Les 110 millions de francs représentent une somme importante, n'y avait-il pas moyen de réduire la facture?
Plusieurs STEP des communes concernées sont aujourd'hui vieillissantes et doivent être modernisées afin de répondre aux exigences légales croissantes. Les rénover individuellement coûterait davantage que de regrouper le traitement des eaux au sein d'une seule installation régionale. Il faut également souligner que l'emprunt est réalisé par l'association intercommunale EBBV et que les communes membres ainsi que les partenaires industriels se contentent de payer leur dû selon le principe du pollueur-payeur.

Que se passera-t-il si le crédit est refusé?
Pour être accepté, le crédit doit obtenir la double majorité: celle des citoyens et celle des communes membres de l'EBBV. Si cette double majorité n'est pas atteinte, il n'y a pas de plan B. Les communes concernées devront chercher de nouvelles solutions de leur côté pour moderniser le traitement de leurs eaux. Cela entraînerait un retard considérable et engendrerait inévitablement des surcoûts. »

BASSE-BROYE/VULLY RÉGIONALISATION DE L'ÉPURATION DES EAUX



PUBLICITÉ

BUCHARD
SUR MESURE

VOTRE VOYAGE NE RESSEMBLE À AUCUN AUTRE.

Nouvelle agence de voyage à Granges-Paccot
Le monde à votre rythme, la sérénité Buchard en plus.

Buchard Voyages
026 411 08 08
Route d'Agy 1
1763 Granges-Paccot

